



Crise et promesses non tenues

PAR **KOFI ANNAN** ◀ ancien secrétaire général de l'ONU, **MICHEL CAMDESSUS** ▶

▶ ex-dirigeant du FMI et **BOB RUBIN** ▶ ancien secrétaire d'Etat des Etats-Unis.

L'histoire et nos expériences personnelles nous ont appris deux leçons. La première est que, en temps de crise, ceux qui en sont le moins responsables en pâtissent le plus, alors qu'ils sont les moins préparés à y faire face. La seconde est que, si les crises peuvent être occasions de réformes, voire de changements radicaux, de telles occasions sont rares. Il faut donc les saisir et mettre tout en œuvre pour éviter que de telles catastrophes ne surviennent à nouveau. Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, il nous faut donc créer un nouveau dispositif de prévention équitable, effectif et efficace.

Ceci s'impose pour la débâcle financière actuelle. Il s'agit, d'abord, d'en prendre la mesure: ralentissement économique global, commerce international réduit, compétition accrue pour les financements, fuite des investisseurs vers des valeurs refuges. Les budgets sont sous pression et l'aide publique au développement menacée. Les gouvernements des pays industrialisés concentrent leurs efforts sur la protection de leurs consommateurs et de leurs contribuables. Il faut rappeler pourtant que les pauvres et les pays défavorisés pourraient vite avoir à payer le prix le plus élevé pour un désastre auquel ils n'ont pas contribué. Une réponse à la crise qui ne prendrait pas en compte leurs besoins ou, pire encore, qui aboutirait à réduire le soutien dont ils bénéficient, serait d'une injustice flagrante. Nous partageons tous une responsabilité dans la persistance de la pauvreté, de la faim, de la malnutrition, des maladies et d'un analphabétisme largement répandus. Le sentiment d'injustice qu'inspire cette situation menace partout la sécurité économique, politique et environnementale. Dans notre monde globalisé, les dirigeants politiques occidentaux font preuve de leur sens des responsabilités en se mobilisant pour restaurer la confiance dans le système financier; pour prendre tout son sens, cette mobilisation devrait s'accompagner d'efforts d'accélération de la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) (1).

A mi-parcours de l'échéance de 2015, nous ne sommes pas sur une trajectoire compatible avec la réalisation de ces objectifs; il ne devrait pas en être ainsi. Les succès de nombreux pays nous offrent de bonnes références pour aller de l'avant et réaliser une percée partout vers le développement humain, et cela dans les dix années à venir et non dans une cinquantaine ou une centaine d'années. Une gouvernance plus responsable et effective des pays africains est évidemment essentielle. Nous devons donc pouvoir compter sur l'engagement politique des dirigeants des pays en développement et sur des niveaux d'investissement et d'assistance technique et financière plus élevés des

pays riches. Toutes proportions gardées, il ne s'agit pas là d'une proposition coûteuse.

Les pays du G8 et de l'OCDE doivent donc honorer leurs engagements d'aide aux pays en développement, et se garder de faire de la crise financière un prétexte pour s'en dégager. Ces engagements, fruits de grands efforts de concertation, ont encouragé un grand nombre de pays en développement – en particulier africains – à travailler à la réalisation des OMD. Leur non-respect constituerait, pour eux, un message catastrophique; il mettrait en péril le sens encore fragile de responsabilités mutuelles qui s'instaure entre l'Afrique et ses partenaires traditionnels face aux nombreux défis du continent.

Des efforts énergiques sont entrepris pour établir un nouveau système de gouvernance économique mondiale; ils sont très bienvenus. Les événements de ces derniers mois ont montré en effet à quel point le système actuel est inadapté: les marchés sont désormais globaux mais le contrôle réglementaire demeure local. Le nouveau système devrait regrouper toutes les parties prenantes, non seulement les Etats-Unis, l'Europe, mais aussi le Japon, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Arabie Saoudite, l'Afrique du Sud, etc. Les pays plus pauvres doivent, aussi, avoir leur place à cette table. Le FMI devrait s'engager fermement à surveiller la situation des marchés mondiaux et à répondre aux crises. La représentativité et le caractère participatif de sa direction devraient être améliorés. La responsabilité des décisions stratégiques les plus importantes devrait être transférée du conseil d'administration à un «conseil» plus représentatif et doté d'un pouvoir politique plus fort; celui-ci remplacerait notamment le Comité international monétaire et financier qui ne dispose aujourd'hui que d'un rôle purement consultatif. Ces suggestions ont déjà été formulées au lendemain des crises mexicaine et asiatique dans le courant des années 90; l'occasion n'avait pas été saisie alors de mettre en place un système de régulation globale plus robuste. Ne laissons pas passer celle-ci.

Une autre mesure devrait consister à élargir les réunions annuelles du G8 afin de mieux refléter la réalité économique et géopolitique actuelle. Les besoins des pays en développement, particulièrement d'Afrique, pourraient y être abordés d'une façon plus systématique lors de la préparation des discussions, qu'il s'agisse d'économie, de commerce, de migrations, de sécurité alimentaire ou de changement climatique. Dans quatre semaines, la rencontre de haut niveau de Doha sur le financement du développement sera l'occasion de dresser un bilan de la situation, de mieux savoir où nous en sommes et d'évaluer ce qu'il nous reste à faire pour nous assurer des ressources nécessaires pour atteindre les objectifs fixés par les dirigeants du monde à l'occasion du Millénaire. Le som-



met mondial sur la crise financière se tient à Washington dans dix jours. Aujourd'hui plus que jamais, l'heure est venue de veiller à ce que notre réponse à la crise prenne pleinement en compte les besoins des pays les plus pauvres et contribue à conjurer l'exclusion.

Les grands problèmes invitent à l'audace de la pensée. A nos yeux, la globalisation peut s'avérer positive. Pour que ces bénéfices soient bien partagés et pour éviter la division du monde entre les «inclus» et ceux qui seraient de plus en plus marginalisés, il nous faut cependant renouveler nos conceptions et les ins-

truments de la gouvernance mondiale. Ce moment est fait de risques. De chances aussi. Nous appelons les responsables politiques au courage et à la clairvoyance pour les saisir.

(1) Ces objectifs, adoptés lors du sommet du Millénaire en septembre 2000, visent à réduire de moitié la pauvreté absolue, à atteindre l'éducation primaire universelle des garçons et des filles, à réduire la mortalité maternelle et infantile, etc., d'ici 2015.

Les auteurs sont membres de l'organisation Africa Progress Panel – www.africaprogresspanel.org.

Traduction de Martine Lucas.